

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

L'avenir appartient au développement des luttes ouvrières...

Chaque jour qui passe révèle un peu plus la contradiction criante entre les discours triomphants de la classe dominante sur la "bonne santé de l'économie" et, de l'autre, ce que vivent les prolétaires dans leur chair.

Aux Etats-Unis, pays donné en exemple pour sa croissance exponentielle et pour avoir en dix ans quasiment "éradiqué le chômage", 18% de la popula-

tion, soit 36 millions de personnes, au moins, vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les emplois précaires, à temps partiel et sous-payés se sont généralisés et le niveau de vie ouvrier a connu une chute continue depuis 10 ans. En France, pays donné en exemple pour la prétendue "politique sociale" de son gouvernement pluriel, c'est l'Etat qui, au travers des "35 heu-

res", met en place et orchestre la même politique de précarisation et de flexibilité de la force de travail. C'est cet Etat "de gauche", prétendument opposé au "libéralisme à l'américaine" qui s'attaque aux prestations de sécurité sociale, ferme des hôpitaux, supprime des emplois dans les services publics, met en cause les retraites et s'attaque aux misérables revenus des chômeurs en ins-

tituant des nouveaux moyens de les leur supprimer.

Evidemment, à tous les discours sur la fin de la crise, la classe dominante ne se prive pas d'ajouter quelques phrases apitoyées sur les "inégalités" qui pèsent "encore" sur la société, quelques indignations sur les "abus" du libéralisme et de la "mondialisation", sans parler des campagnes scandalisées sur

les "atteintes aux droits de l'homme" ou sur la barbarie guerrière qui entachent "encore" la planète. Régulièrement, la population et au premier chef la classe ouvrière, est invitée à se mobiliser en tant que "citoyens", autour et derrière l'Etat pour lutter contre toutes sortes de "fléaux modernes", dans lesquels on mélange allègrement tout et n'importe quoi : la mondialisation, la "malbouffe", les atteintes à la "démocratie", la pauvreté, la guerre, le racisme, les crimes de "dictateurs" comme Pinochet ou Milosevic (en oubliant de parler de ceux des grands Etats "civilisés" et "démocratiques"), la montée de l'extrême-droite ou les scandales écologiques. Dans le tas, les protestations contre le chômage, les licenciements, les bas salaires, les conditions de travail abrutissantes sont noyées comme étant des "injustices" parmi d'autres, plutôt moins scandaleuses que les autres.

C'est ainsi que la classe dominante, son Etat, ses médias et ses idéologues humanistes aux ordres, s'efforcent de mettre sous le manteau la contradiction centrale de cette société, c'est-à-dire l'opposition de classes fondamentale entre le capital et le travail, entre bourgeois et prolétaires. A la lutte de la classe ouvrière, on substitue le "mouvement des citoyens", toutes classes et intérêts confondus. A la lutte contre le capitalisme et son représentant et défenseur l'Etat, on substitue l'appui à cet Etat en le faisant passer pour l'arbitre et le recours suprême face aux "injustices de ce monde".

Si la bourgeoisie claironne ainsi du plus fort qu'elle peut que "la lutte des classes n'existe plus" et que "la classe ouvrière a disparu" et si elle invite les ouvriers à se noyer dans la masse

... pas à la "nouvelle économie" !

Il paraît que "la crise est finie". C'est en tout cas ce que répètent à l'envi la bourgeoisie et ses médias. La croissance économique aurait retrouvé durablement une courbe ascendante sans limite et le chômage serait en voie de résorption définitive. Voilà l'assurance avec laquelle la classe dominante prétend avoir résolu les contradictions de son système et mis fin à plus de 30 années de crise. Et, nous dit-on aujourd'hui, si la crise est finie, ce serait grâce à un phénomène totalement nouveau, cause de l'embellie économique (réelle ou supposée) actuelle : "la nouvelle économie" ! La technologie de l'Internet et la généralisation de son utilisation par les entreprises et les particuliers seraient en train de créer une "révolution technologique" comparable à la "révolution industrielle" du siècle dernier. L'explosion du "Net" et ce qui va avec (notamment la plus grande rapidité des échanges d'informations et d'argent de par le monde) seraient en passe de jouer un rôle similaire à celui du développement des chemins de fer au 19^e siècle, voire devraient être carrément comparés aux bouleversements apportés par l'invention de la machine à vapeur. En conséquence, les prolétaires devraient se réjouir de telles bonnes nouvelles et retrouver la confiance dans l'avenir radieux que leur offre le capitalisme.

Evidemment, c'est un énorme mensonge. D'abord, la bourgeoisie peut bien se raconter à elle-même qu'Internet représente un bouleversement technique aussi important que le fut l'avènement des chemins de fer. Ce bouleversement technique ne résoudra pas la crise, pour la bonne raison qu'il ne peut rien contre la véritable cause de celle-

ci : la surproduction de marchandises et la difficulté croissante où se trouve le capital pour trouver des débouchés suffisants pour celles-ci. Les chemins de fer n'ont été à l'origine d'un bond en avant dans l'expansion du capitalisme que dans la mesure où ils constituaient un des grands instruments de la conquête de nouveaux marchés à l'époque où le mode de production capitaliste n'avait pas encore envahi la planète entière. Aujourd'hui, il y a belle lurette que cela est fait et que ce marché mondial est saturé, c'est-à-dire qu'il est de plus en plus difficile de réaliser sur ce marché les profits extorqués par l'exploitation du travail salarié. La crise ouverte qui, depuis 30 ans, a provoqué l'élimination de pans entiers de ce que la bourgeoisie appelle "l'économie réelle", notamment de la production industrielle et a jeté sur le pavé des millions d'ouvriers dans le monde, cette crise ne s'explique pas par un quelconque déficit technologique. Elle est au contraire produite par fait qu'il y a trop de technologie, trop de marchandises, trop de forces productives, pour le cadre des rapports de production capitalistes qui sont devenus trop étroits pour les accueillir.

Une bulle spéculative qui n'est qu'une manifestation de la crise

Que cette prétendue "nouvelle économie" soit une véritable baudruche, il suffit pour s'en convaincre d'observer la fuite en avant spéculative totalement irrationnelle à laquelle elle donne lieu. Depuis deux ou trois ans, l'explosion des nouveaux marchés boursiers spécialisés dans les fameuses "start up", comme le NASDAQ de New York,

était, paraît-il, la preuve que la "nouvelle économie" était en train de terrasser "l'ancienne". En vérité, on a seulement franchi une nouvelle étape dans la fuite en avant spéculative, sans rien changer au fait qu'il s'agit d'une bulle financière totalement déconnectée de l'économie réelle et dont l'existence même est une manifestation par excellence de la crise. Des cotations boursières délirantes atteintes en quelques mois par les actions de ces "start up" qui n'affichent pour la plupart que des pertes, voire dont le chiffre d'affaires est souvent quasiment nul, voilà de quoi est faite la "nouvelle économie", autrement dit : ce n'est que du vent. Le fait que des masses immenses de capitaux financiers quittent la "vieille économie", c'est-à-dire celle qui produit des biens de production et de consommation pour se précipiter sur des sociétés qui ne produisent rien, avec comme seul objectif la spéculation, est une confirmation éclatante de l'impasse du capitalisme. Et ce sont ces milliards de dollars, qui ne correspondent à aucune richesse réelle, qui, après avoir gonflé artificiellement, s'envolent régulièrement en fumée, à travers des "mini-krach" comme ceux de ce printemps, lorsque les doutes viennent ébranler l'enthousiasme des "nouveaux" investisseurs.

Comme tous les phénomènes de bulle spéculative, ils sont d'abord la manifestation de la crise elle-même, c'est-à-dire de la difficulté pour les capitalistes de réinvestir leur capital de manière rentable dans la production de marchandises. Les capitaux aujourd'hui massivement investis dans les "start up", ne créent en réalité aucune "économie nouvelle", au sens où il permet-

traient une nouvelle accumulation capitaliste, avec une production élargie de marchandises et de nouveaux marchés pour les absorber. Non, ils ne s'investissent que de manière totalement improdutive, dans l'espoir aléatoire d'en retirer un maximum de plus-values boursières.

Derrière la "nouvelle économie", des nouvelles attaques antiouvrières

Certes, Internet contribue à favoriser la circulation extrêmement rapide du capital ; certes, pour les entreprises prises isolément, il peut représenter des gains de productivité dans le domaine de la gestion et de la distribution. Mais, à ce niveau, ce qu'il apporte n'est pas de nature différente de ce qu'a apporté la généralisation de l'informatique dans les entreprises qui a eu lieu

(SUITE PAGE 5)

(SUITE PAGE 5)

Dans ce numéro

XIV^e Congrès de RI

Inscrire le combat des révolutionnaires dans le long terme p. 2

France

Immigrés ou pas, les travailleurs n'ont rien à gagner dans le droit de vote p. 3
Les méandres électoraux de "Lutte Ouvrière" p. 3
A bas les lois Aubry ! p. 3

Situation internationale :

Les ouvriers sont-ils racistes ? p. 4
Guerre et massacres en Sierra Leone p. 5

Courrier des lecteurs :

Un seul espoir, la lutte révolutionnaire du prolétariat p. 6

Le syndicalisme :

Une arme de l'Etat bourgeois contre la classe ouvrière p. 8

Inscrire le combat des révolutionnaires dans le long terme

Le 14e congrès de la section en France du CCI s'est tenu récemment. Moment privilégié de la vie d'une organisation révolutionnaire où les militants sont réunis en assemblée souveraine, ce type de réunion a pour fonction d'établir un bilan de l'activité passée depuis le précédent congrès et d'élaborer des orientations pour les deux ans à venir. A travers le congrès de sa section en France, le CCI a manifesté sa volonté d'assumer pleinement ses responsabilités, conscient qu'il est du rôle qu'il a à jouer dans une situation historique inédite, marquée globalement par la phase ultime de la décadence du capitalisme, la décomposition de la société et par les difficultés du prolétariat à retrouver le chemin de sa perspective révolutionnaire.

Face à cette situation il a su doter la section en France d'orientations d'activité s'inscrivant dans une vision à long terme, seule à même de permettre aux groupes de la Gauche communiste d'être à la hauteur de leurs responsabilités, de garder le cap face à la complexité de la situation historique, de constituer un réel pôle de regroupement et de clarification en vue de la construction du futur parti.

C'est la raison pour laquelle ce congrès a consacré une partie de ses travaux au débat sur l'évolution du milieu politique prolétarien afin d'orienter notre intervention en son sein.

Un bilan positif de nos activités

Les orientations dont se dote une organisation révolutionnaire à travers ses congrès constituent le cadre au moyen duquel elle développe son activité et son intervention. Nos lecteurs peuvent prendre connaissance de la résolution sur la situation internationale adoptée lors de ce congrès (publiée intégralement dans la Revue Internationale n°102 et en partie dans le numéro précédent de *Révolution Internationale*) et nous publierons le mois prochain des extraits de la résolution sur la situation en France. Dans cet article, nous rendons compte essentiellement de nos travaux sur notre propre activité qui, pour nous, comme le savent bien nos lecteurs assidus, constitue une question politique à part entière de la première importance. Défendre et construire l'organisation, c'est défendre et maîtriser les principes prolétariens qui doivent régir la vie d'une organisation révolutionnaire contre la pression de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, ainsi que toutes les attaques dont elle est la cible.

Les éléments suivants de l'activité de la section en France attestent d'un bilan positif, s'inscrivant clairement dans les orientations de son précédent congrès et dans celles du CCI :

- elle a assumé une intervention déterminée et homogène dans les manifestations, sur les lieux de travail des militants, et en direction des usines, à travers sa presse, des prises de parole et par tracts, notamment face à l'attaque que constituent les 35 heures et face au déchaînement de la guerre au Kosovo ;

- elle a fait preuve d'une plus grande ouverture vers l'extérieur se manifestant sur différents plans : la

dynamisation de son milieu de contacts, dont certains camarades parmi les plus proches ont été intégrés à l'organisation et d'autres sont impliqués dans un tel processus ; la stimulation de la dynamique de constitution de deux cercles de discussion ; le début du déploiement d'une intervention systématique en direction du marais politique pour pousser à la décantation en son sein des éléments en recherche mais influencés par les différentes variantes gauchistes et anarchistes de l'idéologie bourgeoise ;

- elle a activement renforcé les capacités politiques et théoriques de toutes ses parties, en particulier à travers un effort soutenu de réappropriation des classiques du marxisme et de l'histoire du mouvement ouvrier ;

- elle a contribué au renforcement de son tissu organisationnel, notamment par une plus grande attention portée aux camarades en difficulté du fait en particulier de l'aggravation des conditions de vie.

Tirer un bilan positif de nos activités, cela ne signifie pas pour autant que toutes nos difficultés aient été dépassées, mais qu'il existe en notre sein une dynamique permettant d'identifier et combattre des faiblesses qui se sont manifestées et qui, pour l'essentiel, trouvent leur origine dans la pression croissante de la décomposition capitaliste ainsi que par le poids de la rupture de la continuité avec les organisations du passé. Une telle rupture continue à faire sentir ses effets, nécessitant une réappropriation permanente de la tradition du mouvement ouvrier enfouie par un demi-siècle de contre-révolution.

Un combat permanent pour faire vivre l'organisation

Le congrès a souligné qu'un des premiers effets de la décomposition réside dans la difficulté à faire vivre au quotidien et en permanence l'esprit de camaraderie, de fraternité et de solidarité qui doit unir les militants partageant les mêmes convictions, le même combat, la même perspective. Le 14e congrès de la section en France a mis au cœur de ses préoccupations cette question des liens entre militants, qui avait déjà été abordée au 13e congrès du CCI (voir *RI* n° 290 de mai 1999). Et c'est à juste titre dans la mesure où toutes les difficultés "normales" que confronte la classe ouvrière au sein de la société capitaliste en crise se

trouvent aggravées par la décomposition (atomisation renforcée, désespoir, etc.) : "Cet esprit de solidarité et de fraternité communiste a toujours constitué le ciment de la vie des organisations révolutionnaires du passé et de leurs militants. Face à la misère, au chômage, à la maladie, à la répression, à toutes les situations de détresse physiques et morales, et dans les périodes d'exil, de clandestinité, de contre-révolution, seule cette solidarité propre à la classe porteuse du communisme a pu permettre aux militants révolutionnaires de résister dans les pires situations.

Aujourd'hui, la pression croissante du chacun pour soi et de l'atomisation résultant de la décomposition de la société capitaliste constitue un facteur venant aggraver le poids de la rupture avec les organisations du passé. Face aux difficultés auxquelles sont, et vont être, de plus en plus confrontés les militants (risque de chômage, difficultés professionnelles, financières et familiales...) avec l'aggravation de la décomposition, la section en France, comme l'ensemble du CCI, doit donc se donner comme perspective prioritaire de se réapproprier l'expérience du mouvement ouvrier dans le domaine vital de la solidarité entre militants. Cette dimension du combat pour la consolidation du tissu organisationnel fait partie intégrante des principes de fonctionnement des organisations communistes et de la construction de "l'esprit de parti". (extrait de la résolution d'activité adoptée).

De même, "une des manifestations majeures de la décomposition réside dans le poids du 'no future', de l'absence de perspective et de vision historique qui affecte également les organisations révolutionnaires sous la forme insidieuse de l'immédiatisme (1). Sur le plan de la vie organisationnelle, cet immédiatisme s'est concrétisé par une tendance au perfectionnisme dans la réalisation de certaines tâches au détriment du développement des capacités politiques de l'ensemble de la section dans la perspective du travail à long terme." (ibid.)

Pour faire face à ces difficultés, l'organisation a mis en avant des orientations privilégiant clairement le renforcement du travail collectif par rapport à l'efficacité immédiate : "Développer le travail collectif signifie que chaque partie doit s'appuyer sur le tout pour éviter l'épuisement de camarades ou de certaines parties de la section, répartir de façon rationnelle la charge de travail, en se gardant de toute vision hiérarchique, élitiste ou individualiste consistant à considérer que telle ou telle partie n'est pas en mesure d'assumer correctement certaines tâches. Pour pouvoir renforcer la cohésion organisationnelle et le cadre collectif de fonctionne-

ment, la section doit encore consolider la confiance dans l'organisation et entre ses différentes parties (sections, organes centraux, militants). C'est uniquement sur la base de cette confiance mutuelle que la section en France du CCI pourra continuer à être à la hauteur de ses responsabilités, affronter de façon solidaire et unie les difficultés à venir, préserver ses forces en combattant les tendances à la démoralisation et consolider l'engagement militant des nouveaux camarades." (résolution d'activités)

Par ailleurs, grâce aux débats sur les différents rapports et résolutions soumis à la discussion, on peut dire que le congrès a pleinement pris la mesure de la profondeur du recul subi par la classe ouvrière au début des années 90, permettant ainsi à l'organisation de mieux s'orienter face aux différentes manifestations de la lutte de classe.

Répondre de façon efficace aux questions qui se posent dans la classe ouvrière

Loin de décourager le CCI, les difficultés rencontrées par la classe ouvrière pour retrouver une perspective révolutionnaire et développer sa combativité l'ont au contraire stimulé pour faire en sorte que son intervention, notamment par voie de presse, soit la plus efficace possible. Néanmoins, "bien que la qualité du journal *RI* se soit maintenue, celui-ci doit aujourd'hui s'imprégner de notre orientation de l'ouverture vers l'extérieur, notamment en améliorant sa lisibilité." (ibid.)

Pour pouvoir mettre en œuvre cette orientation, la section doit prendre en considération les difficultés de la classe ouvrière à retrouver le chemin de sa perspective oblitérée par l'effondrement du bloc de l'Est et par les campagnes démocratiques assourdissantes de la bourgeoisie. Le recul de la conscience dans la classe se manifeste aujourd'hui par une perte des acquis fondamentaux du mouvement ouvrier nécessitant que la presse territoriale soit capable de répondre de façon efficace aux questionnements qui peuvent surgir dans la classe.

Aller à la conquête des éléments à la recherche d'une perspective de classe, c'est aussi rendre notre principal outil d'intervention plus accessible, plus compréhensible pour les lecteurs non initiés. Cela signifie que la section doit être capable d'adopter une démarche 'pédagogique' pour expliquer, à travers des articles de fond simples et argumentés, les concepts de base du marxisme escamotés et falsifiés par l'idéologie et la propagande bourgeoises, de même qu'elle doit publier de façon plus systématique des articles sur l'histoire du mouvement ouvrier et sur la perspective du communisme.

De même, nous devons être capable de transmettre à la jeune génération ouvrière actuelle, marquée par

le poids de la décomposition et par une inexpérience politique et de lutte très importante, toutes les leçons des luttes menées dans les années 70 et 80. Ceci est de la plus haute importance dans la mesure où cette jeune génération qui va être amenée à développer le combat contre le capitalisme, ne pourra hisser la lutte de classe à un niveau suffisant sans la renforcer de cette expérience précieuse.

La confiance dans la classe ouvrière et dans notre organisation

"Le constat des faiblesses et des difficultés qui ont affecté la section en France, la mise en évidence de leurs origines – le poids de la décomposition et de la rupture organique – n'ont pas pour but de nous lamenter ou de nous autoflageller. Ils visent au contraire à nous renforcer pour aller de l'avant dans notre combat pour la construction de l'organisation à long terme. Pour ce faire, nous devons nous appuyer en permanence sur notre confiance dans la perspective historique du prolétariat, sur notre confiance sur la force et la vitalité de l'expérience du CCI." (ibid.)

Depuis longtemps, notre organisation a mis en évidence que la décomposition de la société capitaliste est un facteur de difficultés supplémentaires, tant pour la classe ouvrière dans son ensemble que pour ses organisations révolutionnaires. Elle a affirmé que le prolétariat, du fait de sa capacité à lutter de façon collective, est la seule force de la société qui puisse résister à la pression de la décomposition. En ce sens, nous devons être convaincus du fait que, ayant identifié les dangers que celle-ci fait peser sur l'organisation, nous disposons des moyens et des armes pour la combattre victorieusement.

"Comme l'ont toujours affirmé les communistes, Marx le premier, le constat de l'ampleur de la tâche à accomplir et des difficultés rencontrées ne saurait être pour les combattants de la révolution un facteur de démoralisation, mais au contraire un facteur de renforcement de leur détermination et de leur volonté de mener la lutte." (ibid.)

Ainsi, ce congrès, en constituant un moment du renforcement de notre cohésion organisationnelle, a participé de renforcer les fondations de l'organisation de demain qui devra être capable d'intégrer de nouvelles générations de militants en leur transmettant les leçons que nous avons acquises à travers ce que nous ont légué les Gauches communistes et aussi une expérience vivante de plus de trente ans de combats et de vie politique.

RI (27 mai)

(1) C'est-à-dire la tendance, sur le plan de la vie organisationnelle, à perdre de vue la dimension historique et à long terme de l'activité des révolutionnaires au profit de l'efficacité immédiate.

Immigrés ou pas, les travailleurs n'ont rien à gagner dans le droit de vote

La proposition de loi déposée début mai par les Verts en faveur du droit de vote aux étrangers (pour les élections locales), votée à l'Assemblée nationale, est un instrument de propagande censé montrer que le gouvernement de gauche est "progressiste". Il convient de mesurer effectivement que l'initiative politique des Verts, qui avait déjà été initiée par Mitterrand dans le passé, est avant toute chose un pur produit idéologique.

Cette loi sur le vote des étrangers, largement amendée, n'a même pas été présentée au Sénat car, selon le gouvernement, elle a "peu de chance d'être mise en oeuvre d'ici 2001" (1). Il s'agit donc avant tout d'une mystification destinée à polluer les consciences et à jeter un voile sur la réalité du nouveau train de mesures répressives anti-immigrés que la gauche prépare.

La gauche a toujours mené une politique contre les ouvriers immigrés

La répression au quotidien n'est pas une nouveauté pour les ouvriers étrangers ! Au début des années 80, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et dès le gouvernement Mauroy, la politique vis-à-vis des immigrés va devenir plus musclée. En 1982, les lois durcissant les conditions d'entrée des étrangers en France, votées sous la houlette du gouvernement PC/PS, vont avoir pour conséquence, entre autres, l'obligation d'obtention d'un certificat d'hébergement pour l'accueil des étrangers provenant de certaines nationalités. Dans le même temps, le PS au gouvernement faisait grand battage, déjà, autour de l'introduction des nationalisations d'immigrés vivant depuis dix ans et plus en France : ceci afin de mieux les recenser et organiser le fichage et l'expulsion de ceux d'entre eux en situation irrégulière.

Mesurons encore l'hypocrisie de la gauche, la main sur le coeur d'un côté avec des discours mielleux, alors que de l'autre, la plupart de ses élus sur le terrain s'avéraient les pires tatillons pour faire appliquer les lois, se montrant parmi les plus sévères pour délivrer les certificats d'hébergement (ce fut le cas par exemple à Sartrouville ou à Chelles). Certaines écoles sont allées jusqu'à refuser d'inscrire des enfants d'immigrés.

Pour les immigrés "illégaux", des camps de rétention administrative ont été instaurés dans un premier temps où ils étaient parqués avant expulsion. Les gouvernements socialistes de Rocard et Cresson vont par la suite affréter des charters spécialisés pour des expulsions plus rapides et plus nombreuses. Comme le soulignait cyniquement Rocard, "la France ne peut pas héberger toute la misère du monde" ! C'est cette même logique capitaliste qui conduisait durant l'année 1990 le ministre de l'intérieur socialiste, Pierre Joxe, à envoyer ses CRS pour l'expulsion de logements occupés "illicitement" dans les 11e, 19e ou 20e arrondissements de Paris, des familles ouvrières dont un grand nombre d'origine africaine. Ceci, avec la bénédiction de Georges Sarre, conseiller PS de Paris !

Les crapules stalinienne du PCF n'ont pas démerité non plus dans ce sinistre registre. Depuis la démolition d'un foyer de travailleurs maliens au bulldozer par le maire PC de Vitry en 1981, en passant par l'opération musclée du maire "communiste refondateur" Brard, de Montreuil-sous-Bois en 1992, la chasse aux travailleurs immigrés s'est renforcée tous azimuts dans les banlieues "rouges", assortie de revendications en faveur de "quotas". Cette idée des quotas, qui montre au passage que la force de travail est pour le capital une simple marchandise, sera aussi défendue par Jospin.

Ajoutons à cela les lois Guigou et Chevènement mises en place fin 1997 destinées à recenser les clandestins pour "régulariser" généreusement leur situation. Parmi les 120 000 d'entre eux qui ont cru à ce bobard écoeurant, 3% seulement ont été régularisés, la plupart des autres expulsés *manu militari* par les forces de l'ordre "socialistes", "communistes" et "écologistes", les mêmes qui se proposent aujourd'hui d'offrir le droit de vote aux immigrés !

A ce bilan non exhaustif, il faut ajouter les contrôles au faciès et les fichages quotidiens. Avec le maintien du plan Vigipirate, inutile de dire que cette pratique atteint toujours des sommets.

Le gouvernement Jospin mystifie la classe ouvrière

Aujourd'hui, en dépit de la mascarade du "droit d'inventaire" sur l'héritage des années Mitterrand, le gouvernement Jospin a renforcé sa politique anti-ouvrière contre les immigrés. La circulaire Chevènement n'a fait que renforcer le fichage et le flitage dont nous venons de parler. La loi des 10 ans (2) poursuit la même politique restrictive vis-à-vis des "sans papiers". Les interdictions de territoire, les rafles dans les foyers, les emprisonnements et les expulsions continuent. Pour masquer cette politique, les professionnels du mensonge et les illusionnistes du pouvoir brandissent un cadeau empoisonné : le droit de vote pour les étrangers (3).

Cette "générosité" affichée est en fait un piège visant à transformer ces prolétaires en d'inoffensifs "citoyens".

Outre le fait que toute participation aux élections ne donne que l'illusion du choix de ses exploités, en ne s'adressant qu'aux étrangers de manière spécifique, la classe dominante poursuit son sale travail de division, opposant les travailleurs "français" aux "immigrés". Mais il s'agit aussi de faire en sorte d'obscurcir la conscience des immigrés que leur situation est avant tout celle de prolétaires et de les enfermer dans le piège de la citoyenneté et de l'illusion démocratique où chacun se retrouve isolé, atomisé avec son bulletin de vote. A cette "revendication" mystificatrice, il est nécessaire d'opposer celle indispensable de l'unité et de la solidarité des prolétaires, français et immigrés sur leur terrain de classe, celui de la lutte contre les attaques du capital.

Comme leurs frères de classe qui subissent la précarité et le chômage de masse, les immigrés sont des prolétaires qui vendent leur force de travail. La bourgeoisie ne fait que profiter de leur fragilité et de leur détresse pour les mettre en concurrence avec les autres ouvriers, en faisant croire que leurs intérêts sont spécifiques et différents. Face au "droit" et aux "devoirs" de la bonne morale et des valeurs bourgeoises, s'oppose une nécessité : la lutte de classe, unie, sans distinction d'origine ou de couleur, pour combattre de manière unitaire les attaques du capitalisme.

La campagne sur le droit de vote des étrangers, les mobilisations "citoyennes" en tout genre pour les sans-papiers et la publicité qui leur est faite ne visent qu'une chose : empêcher toute prise de conscience, diviser au maximum pour garantir la paix sociale, c'est-à-dire l'ordre bourgeois.

W (15 mai)

(1) *Le Monde* du 2-05-2000

(2) Cette loi impose de prouver un séjour en France d'une durée de 10 ans.

(3) Les gauchistes, notamment les trotskistes, applaudissent des deux mains. Dans *LO* n°1660 on pouvait lire que "la moindre des choses serait que les travailleurs immigrés (...) aient le droit de voter et d'être élus dans toutes les élections".

Les méandres électoraux de "Lutte Ouvrière"

On se souvient il y a un an à peine du battage médiatique autour du PACS conclu entre les deux principales organisations trotskistes qui a contribué à leur assurer pour la première fois des sièges de députés au parlement européen. Aujourd'hui, c'est la rupture. LO accuse vertement la LCR d'être trop peu critique envers le gouvernement, de multiplier les concessions à "l'impressionnisme petit-bourgeois" et taxe sa politique de "suivisme" par rapport à des organisations comme *Ras l'Front*, le DAL ou ATTAC "qui ne se situent pas sur le terrain révolutionnaire et dont la plupart sont étrangers, ou carrément hostiles, à la classe ouvrière". Pour justifier ce récent "divorce" entre LO et la LCR qui va les conduire à présenter des listes séparées à l'occasion des élections municipales de 2001, LO, se posant, elle, en grand modèle "révolutionnaire" met en avant son refus de se désister au second tour pour les autres partis de gauche parce que ceux-ci mènent une politique anti-ouvrière au gouvernement. Cette attitude et ce langage très radicaux n'ont pas toujours été de mise lors des échéances électorales passées. LO avait beaucoup moins d'états d'âme lorsqu'au second tour des présidentielles, elle appelait à voter Mitterrand en mai 1974 : "Le 19 mai, tous les travailleurs doivent voter Mitterrand" (*LO* n°298) en précisant même que "pas une seule voix ouvrière ne doit manquer à la gauche !" et récidivait en mai 1981 : "Le 10 mai, sans illusions, mais sans réserve, votons Mitterrand !" (*LO* n°675). Cette organisation ne faisait pas davantage la fine bouche lorsqu'aux précédentes municipales elle proposait encore carrément au PCF de constituer des listes communes, c'est-à-dire de faire cause commune avec un parti qui devait quelques mois plus tard, au sein d'un gouvernement de "gauche plurielle", exercer la pleine responsabilité de cette politique anti-ouvrière d'aujourd'hui.

En fait, derrière cette politique à géométrie variable envers la gauche, la politique de LO est toujours la même. Cette organisation tente de rabattre en chaque occasion un maximum d'ouvriers sur le terrain électoral bourgeois tout en semant dans la classe

ouvrière un maximum de confusions sur la nature de la gauche.

On nous objectera que LO ne cesse de fustiger à longueur de colonnes la politique antiouvrière de ce gouvernement de gauche. Eh bien, ce vernis radical ne sert là aussi une fois de plus que de prétexte pour distiller sournoisement l'illusion au sein du prolétariat que, si le gouvernement a effectivement une "mauvaise politique", une politique antiouvrière sous la pression du patronat, il pourrait en changer et mener demain une "bonne politique", "vraiment de gauche", c'est-à-dire en faveur des ouvriers sous la pression des luttes ouvrières parce que c'est précisément... "un gouvernement de gauche". Cela lui permet du même coup de jeter un supplément de confusion également sur la nature bourgeoise de l'Etat en le faisant passer pour une sorte d'arbitre flottant au dessus des classes.

C'est d'ailleurs effectivement ce que proclamait LO dans son éditorial daté du 17 mars dernier : "Nous avons les moyens de contraindre le gouvernement à changer de politique." A-t-on jamais vu LO mettre en avant au cours des grèves dans le secteur public de décembre 1995 l'idée que le gouvernement Juppé pourrait changer de politique. Evidemment, non. Pourquoi ? Parce qu'elle cherche précisément à dédouaner la gauche et faire accréditer l'idée que ce n'est pas la même chose lorsque les ouvriers se retrouvent face à "un gouvernement de gauche" ou face à "un gouvernement de droite". La véritable fonction de LO, que son langage soit plus ou moins critique envers elle selon les circonstances, c'est de déployer toujours le même rideau de fumée idéologique pour empêcher des fractions combattives de la classe ouvrière de prendre conscience de la nature bourgeoise de la gauche et pour semer un maximum d'illusions sur l'Etat bourgeois et son gouvernement de gauche. Il est d'ailleurs révélateur qu'en mars et avril derniers, en pleine vague de grèves dans le secteur public, alors que les hospitaliers, les fonctionnaires des impôts, les enseignants et les postiers occupaient le devant de la scène sur le front des luttes face aux attaques directes de l'Etat et de son gouvernement, LO faisait ses titres de "une" de façon quasi-caricaturale sur "l'offensive du patronat".

En fait, si LO cherche par tous les moyens d'empêcher que les ouvriers ne identifient les partis de gauche pour ce qu'ils sont : une fraction du capital national, c'est parce qu'elle fait partie de la même famille et défend les mêmes intérêts qu'eux. Si LO tente d'occulter la nécessité de s'affronter à l'Etat bourgeois pour peu qu'il soit dirigé par ces fractions de gauche, c'est parce que les recettes gestionnaires que préconisent les "amis d'Arlette" ne sont rien d'autre que des mesures capitalistes d'Etat dont ils sont au sein de la gauche parmi les plus ardents défenseurs.

Laupal

A bas les lois Aubry !

Début mai, dans la perspective de la mise en oeuvre des 35 heures dans toute la fonction publique sans exception au 1er janvier 2001, voire plus tôt pour "certains services", le ministre Michel Sapin annonçait ses modalités d'application dans un "cadre national, analogue à celui régissant les 35 heures dans le secteur privé". Et en effet, il est clair que, tout comme dans le privé, l'objectif du gouvernement est le même : faire travailler plus et payer moins ! Ainsi, la durée annuelle de temps de travail va rester la même, mais à présent découpée en "cycles de travail" variables en fonction des besoins des services. Enrobant le tout d'un discours présentant ces mesures comme une garantie des conditions de vie et de travail au "bénéfice" des salariés, le repos hebdomadaire minimal assuré passera à 35 heures, le repos

quotidien à 11 heures et la durée quotidienne de travail "ne pourra pas excéder dix heures". Quelle hypocrisie ! Loin d'être de quelconques avantages, il s'agit là en réalité de mesures élargissant la flexibilité et destinées à rendre les prolétaires de ce secteur comme des autres plus que jamais corvéables à merci, avec en prime le blocage des salaires. "Travailler moins, c'est travailler mieux", "la loi sur les 35 heures va créer des emplois" et "donner du temps libre" aux ouvriers, etc. C'est ce qu'on a entendu jusqu'à la nausée il y a deux ans, tandis que, pour mieux donner du crédit à cette prétendue "volonté socialiste" du gouvernement, on nous faisait aussi croire que la droite et les sales patrons, eux, n'en voulaient pas, guignol Seilleire à l'appui. Rappelons ce que disait Martine Aubry en décembre 1997 à Strasbourg devant un aréo-

page de patrons, afin de rassurer les plus obtus sur les véritables intentions de la gauche plurielle : "Nous n'avons jamais dit les 35 heures payées 39. C'est justement ça qu'il ne faut pas faire. (...) Cette réduction du temps de travail doit être l'occasion, comme pour la loi Robien, de réorganiser le travail, de retrouver de la souplesse, d'être plus réactif", ajoutant que "durée légale ne veut pas dire durée réelle" (!) et qu'on "peut très bien négocier une moindre exploitation des salaires ou un blocage". Belle leçon de savoir exploiter donnée là par le PS qui a tenu haut la main ses promesses envers les patrons privés comme envers l'Etat-patron : cogner sur l'ouvrier en lui faisant de grands sourires et de larges promesses.

KW (24 mai)

Les ouvriers sont-ils racistes ?

Dans la situation actuelle, la classe ouvrière a une grande difficulté à se reconnaître comme classe. Elle est traversée par le doute sur ses propres forces. Cet article est le troisième que nous traduisons d'une série d'articles parus dans notre journal en Espagne (voir RI n° 300 et 301). Cette série a pour objectif de répondre aux questionnements et doutes que se posent certains sur la capacité de la classe ouvrière à lutter aujourd'hui et à changer le monde dans l'avenir. Nos réponses ne veulent surtout pas semer des illusions. La confiance dans la force et le rôle historique de la classe ouvrière ne peut être basée uniquement sur telle ou telle lutte, quelle que soit son importance, mais sur une compréhension globale et historique de sa position au sein de la société capitaliste et de l'expérience qu'elle a accumulée tout le long de deux siècles de combats.

Une des choses qui sert à miner la confiance en elle-même de la classe ouvrière, c'est de la rendre responsable des idéologies les plus réactionnaires, telle le racisme. Ces idéologies sont la sécrétion historique de la société de classes, de la société d'exploitation, de la classe dominante, de la bourgeoisie, et elles se nourrissent du désespoir idéologique de la petite-bourgeoisie. Le fait que des ouvriers soient contaminés en tant qu'individus aliénés par ces idéologies ne change rien à l'affaire. Mais la cohorte des spécialistes de toutes sortes profite de certains événements pour mettre en avant "l'ouvrier raciste", le "quartier ouvrier qui vote Le Pen". Les événements d'El Ejido, dans le sud de l'Espagne, ont été utilisés dans le même sens. Et il est de notre devoir, dans cette série d'articles, de dénoncer ces ignobles insinuations de spécialistes multimédia.

Les événements d'El Ejido utilisés pour accuser les ouvriers de racisme

L'explosion de violence raciste à El Ejido (1) a servi à ce que les journalistes de tout poil, les leaders syndicaux, les ONG, les politiciens "démocrates" puissent insinuer l'idée que les ouvriers sont des racistes puisque, d'après eux, la plupart de ceux qui ont participé aux agressions contre les émigrants étaient des ouvriers ou des fils d'ouvriers.

On nous a rappelé que ce qui est arrivé à El Ejido n'est pas une exception. Avant, il y a eu les événements de Tarrasa (près de Barcelone) où les habitants d'un quartier où le chômage est très élevé ont agressé des immigrants maghrébins. Pour corser la chose, on nous dit qu'ailleurs en Europe, 33 % de ceux qui ont voté pour Haider en Autriche sont des ouvriers et que Le Pen a eu beaucoup de soutien dans les banlieues de Paris ou de Marseille.

Les révolutionnaires ont toujours condamné avec la plus grande force ces actes racistes. Mais il s'agit pour nous de savoir pourquoi ils se produisent, pour quels intérêts, qui les inspire.

Répondons d'abord à l'argument usé jusqu'à la corde, typique de sociologues diplômés, qui consiste à dire : "Telle population, ou tel quartier est à majorité ouvrière. Par conséquent, les protestations ou les voix de leurs habitants ne sont qu'une expression de ce qu'est la classe ouvrière". Au delà du fait qu'aucun quartier n'est habité uniquement par des ouvriers, ce qui est important de comprendre c'est que, tant dans les isoloirs qu'en tant qu'habitants d'un quartier, les ouvriers n'agissent pas collectivement en fonction de leurs intérêts de classe, mais en tant qu'individus atomisés mélangés aux "autres citoyens".

Les actes de violence raciste sont des actes typiquement inter-classistes : c'est en tant qu'"espagnols" ou "blancs" qu'ils

sont allés "casser de l'arabe", sur un terrain où les petits-bourgeois, les flics, les paysans, les ouvriers, se confondent dans une masse facilement manipulable. L'inter-classisme est la négation la plus radicale de la classe ouvrière : dans une action inter-classiste, les ouvriers n'agissent pas comme une partie de leur classe, mais en acceptant le terrain qu'impose la bourgeoisie à travers son bantage idéologique, celui des "individus libres", des "citoyens égaux". Et ceci est aussi vrai pour les actions considérées comme "politiquement incorrectes", selon l'hypocrisie "démocratique", que celles qui méritent ses applaudissements comme les manifestations "anti-racistes", "anti-fascistes", "antimondialisation", "antimalbouffe" ...

Quant à l'argument selon lequel les ouvriers seraient racistes "parce qu'ils votent pour des partis xénophobes", comme ceux de Haider ou Le Pen, au-delà de sa douteuse rigueur scientifique, en fait il cache l'essentiel : lors des élections, les ouvriers sont des individus atomisés, placés sur le même plan que le patron qui les exploite, le politicien qui les manipule ou le journaliste qui leur fait la leçon.

La montée du racisme et de la xénophobie est l'expression de la décomposition sociale et idéologique du capitalisme (2), qui crée une atmosphère de désespoir, de violence irrationnelle, de haine aveugle envers les étrangers, de réactions primaires qui touchent surtout les couches petites-bourgeoises, mais qui peuvent entraîner individuellement des ouvriers dans des affrontements avec leurs frères de classe. Des jeunes en situation précaire, qui n'ont jamais vécu l'expérience collective de la lutte, peuvent tomber dans les filets de groupuscules violents d'extrême-droite, qui se livrent à des exhibitions brutales contre des clochards, contre des immigrants ou encore contre des supporters sportifs des équipes rivales.

Cependant, ces petits-bourgeois et ces jeunes ouvriers qui se laissent entraîner dans ces mouvements ne sont que les troupes de choc manipulées par des intérêts qui servent le capital et son Etat. Dans le cas d'El Ejido et plus généralement, dans les zones d'agriculture intensive de Murcie, de Catalogne, de Valence, etc., l'idéologie raciste recouvre une politique systématique favorisée par toutes les institutions de l'Etat (depuis le gouvernement jusqu'aux municipalités), une politique d'exploitation bestiale d'une main-d'œuvre payée avec des salaires de famine, entassée dans des baraquements infects, vivant dans des ghettos, exclue des villages où elle travaille. Qui plus est, pour que cette main-d'œuvre puisse être manipulée sans limites, on la soumet au chantage de l'illégalité.

Par ailleurs, les actes barbares d'El Ejido ont été favorisés par une politique ouvertement raciste de la part du maire, qui a tenu des propos du genre : "A 8

heures du matin les Marocains sont peu nombreux, à 8 heures du soir, il y a en de trop." Voilà un beau spécimen du Parti populaire, qui se présente comme parti de la "tolérance" et du "dialogue social", un protégé d'Arenas, ministre du Travail. Plus tolérant et centriste que lui, tu meurs !

Il y a, d'ailleurs, des comportements, reconnus par les journalistes eux-mêmes, qui montrent que les autorités ont fomenté le événement : la police si rapide en général, n'est pas intervenue. Pourquoi les manifestants ont eu le champ libre pour commettre toutes sortes d'excès ? Pourquoi le corps de la fille assassinée - qui fut le détonateur immédiat des événements - est-il resté abandonné pendant plus de 4 heures ?

Les obstacles à l'unité de la classe ouvrière

De tout temps, la division a constitué un moyen à travers lequel les classes dominantes ont maintenu l'assujettissement des classes exploitées. La bourgeoisie ne fait évidemment pas exception à la règle. A cette fin, elle entretient et accentue délibérément des différences de salaires, de conditions de travail, de statuts juridiques ou autres entre différentes catégories d'ouvriers. En plus cette mise en concurrence lui sert de moyen de pression sur les salaires. Mais ces facteurs de division entre ouvriers seraient encore insuffisants si à ceux-ci ne venait s'ajouter l'action politique de la bourgeoisie, à travers ses partis, ses syndicats, ses campagnes idéologiques.

Par rapport aux événements d'El Ejido, cela se vérifie une fois de plus. Les leaders syndicaux, tout en y accourant pour "être sur la photo", ont insisté sur la "situation différente" des immigrants : leur lutte ne serait pas celle des autres ouvriers, mais orientée vers des objectifs spécifiques "d'intégration sociale". Ce poison de la division n'est pas nouveau : lors des grèves des ouvriers agricoles dans les zones à forte immigration (cueilleurs d'oranges à Valence, saisonniers et journaliers en Murcie ou en Andalousie), les immigrants ont été exclus sous le prétexte "qu'ils étaient hors convention collective", eux qui subissent les mêmes conditions de travail, les mêmes journées interminables, des salaires encore plus misérables ! Les syndicats ont rejoué le même numéro que lors de la lutte dans les chantiers navals l'automne dernier, où ils avaient tout fait pour la focaliser sur "le combat contre les Coréens", "pour la défense des chantiers espagnols". Ils cultivaient bien là la haine raciste et le nationalisme.

De son côté, le syndicat "ATIME", qui prétend regrouper les travailleurs marocains a, lui aussi, fomenté la division et l'isolement. A la grève de protestation qu'il a organisée étaient appelés les travailleurs marocains exclusivement, leurs camarades africains, algériens, latino-américains qui subissent les mêmes conditions, en étant exclus. De même, il a explicitement rejeté toute idée d'unité avec les ouvriers d'origine espagnole.

Les syndicats "pour ouvriers espagnols" et le syndicat "pour ouvriers marocains" se sont ainsi répartis le travail en enfermant les uns et les autres dans une même vision nationaliste, de lutte particulière et séparée. Leurs jérémiades face aux agressions racistes d'El Ejido et de Tarrasa sont de l'hypocrisie à l'état pur, car leur politique n'est autre

que la division systématique de la classe ouvrière : face à n'importe quel secteur en lutte, ils trouvent toujours un aspect particulier, un problème de catégorie, professionnel, ou "d'injustice spécifique", pour l'isoler du reste de la classe.

La lutte historique du mouvement ouvrier contre le racisme

L'explication la plus utilisée par les "experts en sociologie" est celle qui dit que le racisme trouve son bouillon de culture dans le chômage et l'exclusion, exploités par les idéologues fascistes pour créer des mouvements de masse dirigés contre la démocratie, en vue de prendre le pouvoir. Ce n'est pas le lieu ici de faire l'analyse des racines du fascisme (3).

Au Moyen-Age, déjà, la classe féodale fomentait la haine contre les Juifs comme moyen de combattre le capitalisme naissant, en les utilisant comme exutoire pour calmer des populations abruties par la misère. Les nations, clé de voûte du développement capitaliste, furent forgées d'abord par les monarchies absolutistes, en général alliées à la bourgeoisie ascendante, s'appuyant sur une politique de terreur pour réaliser l'unification raciale, linguistique et religieuse. Dans l'exemple de l'Espagne, cela se traduisit par la haine raciale contre les Juifs, les Tziganes et les "Maures". Au 19^e siècle, lors de l'ascendance du capitalisme, celui-ci justifia son expansion coloniale avec la sinistre théorie des différences entre les races qui, évidemment, affirmait la supériorité de la "race blanche". Au 20^e siècle, les théories racistes le plus abjectes n'ont pas été le monopole des nazis, mais ont été proposées, entre autres, par des gens comme Winston Churchill (à propos des peuples colonisés) celui qui, pendant la 2^e Guerre mondiale s'est présenté comme l'ennemi le plus acharné des nazis, ou comme Patton (le célèbre général américain, ayant assumé des responsabilités militaires de premier plan dans le débarquement de 1944 en Normandie) à qui l'on doit ces propos : "Les Juifs sont inférieurs aux animaux". Tout au long de ce siècle finissant, époque de la décadence du capitalisme, il y a eu des massacres à caractère ethnique, racial ou religieux, et non seulement dans les pays africains ou asiatiques, mais aussi dans les pays "champions de la démocratie". Tous les États ont eu recours dans les multiples guerres qui ont ensanglanté la planète aux persécutions ethniques ou religieuses. Pour lutter contre les tendances centrifuges et les assauts des impérialismes rivaux, les États, en vue de renforcer la cohésion nationale, ont aiguisé le plus possible les haines raciales et les purifications ethniques. Par rapport à l'immigration, les gouvernements des "grandes démocraties" ont mené une politique de double langage : d'un côté en préconisant "l'intégration" et "la cohabitation entre les races", de l'autre côté, en favorisant la concentration dans des ghettos, le parage dans des centres "d'accueil", la fermeture des frontières, les tracasseries administratives permanentes.

Voilà la véritable racine du racisme et ce qui explique pourquoi il se répand dans la société.

Seul le mouvement ouvrier a lutté contre le racisme tout le long de son histoire, et cela d'une façon conséquente en allant jusqu'à la racine du phénomène : les mineurs sud-africains qui se

sont unis, noirs et blancs, dans les grèves révolutionnaires de 1919, réprimées à coups de bombardements de l'aviation ; les ouvriers américains des usines de Detroit, dans les années 60 et 70 qui, en organisant des grèves "sauvages", avaient réussi à s'unifier, les blancs et les noirs, dans un même combat contre l'exploitation. Dans la récente grève des transports new-yorkais (décembre 1999) blancs, noirs et hispaniques se sont joints dans un même combat. Dans la lutte contre le colonialisme, aussi bien la 1^{ère} que la 2^{ème} Internationales dénoncèrent vigoureusement, dans la plus grande rigueur théorique, toute idée de supériorité de la "race blanche".

Ce bagage historique n'est pas le résultat d'on ne sait quelle vision humaniste ou "tolérante" des ouvriers considérés individuellement, mais le produit de leur nature en tant que classe. Quand le *Manifeste communiste* proclame que les ouvriers n'ont pas de patrie, il dévoile la réalité de leur condition : privés des moyens de vie, ils sont poussés à émigrer à la recherche d'un travail plus ou moins stable. L'émigration a toujours été la compagne de l'ouvrier. Du 15^e au 18^e siècle, dans le processus d'accumulation primitive du capitalisme, les paysans et les artisans étaient forcés d'abandonner leurs lieux d'origine, devenant des vagabonds, exploités d'abord dans le système manufacturier et ensuite dans les grandes usines. Au 19^e siècle, il y a eu des courants migratoires gigantesques, de l'Europe vers les Amériques, de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest. Au 20^e siècle l'émigration continue, en s'accéléralant pendant les années 80 depuis l'Asie et l'Afrique dans un exode désespéré pour fuir des conditions insupportables que l'aggravation de la crise impose.

Cependant, les conditions n'étaient pas les mêmes au 19^e siècle, dans une période où le capitalisme était en plein essor. A cette époque, la situation des immigrants arrivait à se stabiliser, les générations suivantes trouvaient un travail stable, en s'intégrant au pays d'accueil. C'est ce qui a pu arriver encore pendant la reconstruction de l'après Seconde Guerre mondiale, en Europe occidentale. Aujourd'hui, la situation est bien différente : aussi bien les ouvriers déjà établis du pays d'accueil que les vagues d'immigrants partagent la même condition, celle de la chute des salaires, du durcissement des conditions de travail, d'une précarité jamais vue et du chômage chronique qui n'a fait

(SUITE PAGE 6)

(1) El Ejido est une bourgade de l'une des provinces (Almería) les plus misérables de l'Andalousie. Mais depuis quelques années, la zone est devenue une espèce d'El Dorado agricole, une serre à perte de vue, où une productivité débridée se fait aux dépens du peu d'eau qui reste et d'une exploitation à la bagnarde d'une main-d'œuvre, composée en grande partie d'immigrants d'Afrique. Début février, à la suite du meurtre d'une jeune femme par un déséquilibré mental d'origine maghrébine, des bandes d'excités, composées parfois par des centaines d'individus, s'en sont pris à des ouvriers agricoles, les blessant parfois gravement, détruisant ou mettant le feu à leurs misérables taudis.

(2) Voir "La décomposition du capitalisme" dans la *Revue internationale* n° 62 (2^{ème} trimestre 1990).

(3) Nous renvoyons nos lecteurs à la brochure que nous venons de publier *Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital*.

GUERRE ET MASSACRES EN SIERRA LEONE

Une nouvelle aggravation du chaos en Afrique

La guerre qui ravage la Sierra Leone n'est ni une nouveauté ni une exception dans la situation africaine actuelle. Le chaos, l'effondrement des Etats, les affrontements entre bandes armées sanguinaires, les massacres des populations, les maladies mortelles endémiques sont le quotidien d'un continent tout entier ravagé par la crise du capitalisme et sa décomposition. Partout la pauvreté, la misère, la guerre : en République Démocratique du Congo (RDC), en Angola, entre l'Ethiopie et l'Erythrée, en Somalie, au Rwanda, etc. La liste est longue et correspond quasiment à la carte de l'Afrique elle-même.

La Sierra Leone est en ce moment au devant de l'actualité guerrière du continent. Depuis 1991, ce pays est déchiré par les luttes entre cliques rivales dont un des enjeux est l'exploitation diamantifère, qui leur sert en outre à payer leurs armements. Soutenues les unes et les autres par les puissances locales comme le Nigeria et le Liberia,

principal parrain des rebelles du Front Révolutionnaire Uni (RUF), elles sèment une terreur particulièrement abjecte dans la population, provoquant l'exode de 200 000 personnes dans les pays voisins et déportant des milliers d'habitants dans l'intérieur de la Sierra Leone.

Cependant, l'enjeu principal est stratégique et implique directement les grandes puissances et, au premier chef, la Grande-Bretagne. La Sierra Leone, issue de l'ancien empire britannique, fait en effet partie d'un des bastions impérialistes anglo-américains en Afrique et c'est en ce sens qu'il faut comprendre l'intervention musclée de Londres. Déjà, l'ECOMOG, force armée ouest-africaine de "maintien de la paix" constituée suite aux coups d'Etat successifs mettant en danger la stabilité du pays, avait été formée en 1998 sous la prédominance nigériane, c'est-à-dire pour le compte de la Grande-Bretagne. Ce qui n'a pas empêché que la situation connaisse une nouvelle dégradation,

malgré l'amnistie la même année imposée par Londres, les Etats-Unis et le Nigeria, pour calmer le jeu, de ceux qu'ils traitaient, et traitent à nouveau, de "criminels de guerre" comme l'aventurier sanguinaire Foday Sankoh. Et c'est dans le but d'enrayer le chaos grandissant que les Nations Unies constituaient une Mission de l'ONU en Sierra Leone (Minusil) de 11 000 hommes en décembre dernier.

Cela est loin d'avoir suffi car tant l'ECOMOG que la Minusil ont été en réalité des paniers de crabes qui n'ont fait qu'alimenter les tensions entre les uns et les autres. Ce sont donc 800 soldats d'élite que la Grande-Bretagne a été contrainte d'envoyer, avec toute la logistique attenante, dans le but initial officiel d'évacuer ses ressortissants, en réalité pour mettre sur pied une véritable expédition militaire offensive de grande envergure pour instaurer l'ordre impérialiste non seulement à Freetown mais dans tout le pays. Il ne s'agit pas pour la Grande-Bretagne uniquement de protéger des intérêts économiques, mais avant tout d'empêcher les pays rivaux de s'implanter dans ce qu'elle considère comme sa zone d'influence et dans une zone stratégique de premier ordre en l'Afrique de l'Ouest. Car les requins sont nombreux et ce n'est pas par hasard si l'Etat britannique joue aujourd'hui directe-

ment la carte de l'armée sierra-léonaise dont elle tient les rênes et les cordons de la bourse militaire.

Le Nigeria en premier, qui est présent depuis longtemps dans les crises qui se sont enchaînées en Sierra Leone. Après s'être rangé et avoir attendu son heure dans les rangs de l'ONU et de l'ECOMOG derrière la Grande-Bretagne, il apparaît maintenant décidé à prendre marque pour son propre compte dans une région où il se revendique comme la puissance principale. Une puissance pourtant minée de l'intérieur, incapable de se gérer elle-même. Un pays qui de toute évidence ne fait pas le poids face à la Grande-Bretagne, mais qui vient contester la présence anglaise dans la région.

Le Libéria voisin n'est pas non plus neutre dans cette affaire. Principal soutien au RUF à travers son président Charles Taylor, il constitue les bases arrières de la rébellion et sa source d'approvisionnement. Ce qui ne manquera pas d'agacer le Nigeria qui soutient le pouvoir en place et avait en son temps permis à Taylor de conquérir le Libéria, à l'époque soutenu ouvertement par la France. Cette situation est une parfaite illustration de chacun pour soi qui règne en maître dans les relations entre puissances, grandes ou petites, et qui rend toute alliance plus ou moins éphémère.

Les autres grandes puissances, enfin, comme en particulier la France et les Etats-Unis, si elles ne sont pas physiquement engagées à l'heure actuelle, n'en sont pas moins très attentives et proposent leurs bienveillants services à l'ONU, notamment quand les circonstances leur permettent de tirer un quelconque avantage de la situation. Un peu comme des vautours qui se choisiraient une branche solide et stratégiquement bien placée pour attendre que le cadavre soit à point.

Hier, ce sont les bastions impérialistes français, Rwanda, ex-Zaïre, Congo, etc., qui se sont écroulés en cascade. C'est à présent au tour de ceux sous l'influence anglo-américaine de plonger dans un chaos aggravé et chronique. Cette situation est typique de l'Afrique d'aujourd'hui, une Afrique qui s'effondre petit-à-petit. Pas d'elle-même, par le coup d'un mauvais sort ou d'une mauvaise gouvernance, mais sous les coups incessants de la guerre de tous contre tous que se livrent, depuis l'effondrement des blocs impérialistes issus de la Seconde Guerre mondiale, aussi bien les puissances locales, les bandes armées plus ou moins contrôlées, que les grandes puissances prêtes à tout pour, sinon conserver leurs positions, au moins semer la zizanie dans celles des autres. Ce contexte est celui du capitalisme en décomposition, définitivement incapable d'offrir une quelconque autre perspective que ce soit au continent africain comme à l'ensemble de la planète.

H (19 mai)

VERS LE DÉVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIÈRES

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

interclassiste des "citoyens" ou du "peuple" et à se ranger derrière l'Etat, ce n'est pas pour rien. Elle est parfaitement consciente que le combat de la classe ouvrière sur son terrain de classe continue de représenter la plus grande menace pour l'ordre capitaliste.

Malgré tout le battage sur la nouvelle économie et le prétendu avènement d'une "société des loisirs", non seulement la classe ouvrière existe, mais c'est elle la principale classe productrice de richesses et c'est encore et toujours sur l'exploitation de sa force de travail et sur elle seule que se nourrit le capital. Malgré tout le battage sur la prétendue amélioration de la situation économique, le capitalisme n'a à offrir à la classe ouvrière qu'une détérioration toujours plus grande de ses conditions de vie et de travail. C'est-à-dire que la contradiction totale, absolue, entre la survie du capitalisme et les intérêts de la classe qu'il exploite, loin de s'atténuer, continue de s'approfondir.

Elle s'exprime aussi, même si c'est de façon moins évidente, à travers le développement de luttes ouvrières, certes en ordre dispersé, contrôlées et défaites par les syndicats et les forces politiques de gauche, mais réelles et répondant à un mécontentement croissant devant les attaques subies. En Allemagne, en Grande-Bretagne, en France, ont lieu des mouvements significatifs, bien qu'encore timides et largement sous le contrôle des syndicats. Le mouvement de manifestations des ouvriers du métro à New York de novembre-décembre 1999 (voir *Internationalisme* n°111, publication du CCI aux Etats-Unis) a sans doute été une des expressions majeures des forces, des faiblesses et des limites de la classe ouvrière aujourd'hui : d'un côté une combativité, un refus d'accepter les sacrifices sans réaction, une disposition à se rassembler et à discuter des besoins et des moyens de la lutte, et une certaine méfiance vis-à-vis des ma-

noeuvres syndicales ; de l'autre, un manque de confiance en soi, un manque de détermination pour surmonter les obstacles syndicaux, pour engager ouvertement la lutte et pour essayer d'organiser son élargissement à d'autres secteurs.

Les récentes mobilisations en Norvège ont vu 88 000 ouvriers des transports, du bâtiment, de l'alimentation, de l'hôtellerie et des installations portuaires se mettre en grève au début du mois de mai pour leurs salaires tandis que le gouvernement de gauche attaquait les budgets sociaux. Dans ce cas, la bourgeoisie a parfaitement su contrôler la montée du mécontentement, notamment à travers la division au sein des syndicats entre un sommet qui signe les accords et une base qui, dans un premier temps, les conteste pour ensuite en signer une nouvelle version moins défavorable aux ouvriers mais qui constitue néanmoins une attaque réelle. Néanmoins, ce qui est significatif de la période, c'est que malgré la manne pétrolière, la bourgeoisie norvégienne, avec la gauche au pouvoir est, elle aussi, contrainte d'attaquer frontalement la classe ouvrière, provoquant un développement de la combativité à travers le mouvement de grève le plus important depuis 1986.

Les luttes ouvrières actuelles sont encore loin de pouvoir constituer un obstacle significatif aux attaques de la bourgeoisie. Néanmoins, telle la vieille taupe, elles préparent le surgissement de luttes futures plus massives alimentées par des attaques de plus en plus importantes que la bourgeoisie ne pourra pas éviter de porter à la classe ouvrière. L'enjeu du développement de la lutte de classe est la capacité de la classe ouvrière à se défendre, mais aussi à prendre conscience de la force qu'elle représente dans la société et de ses responsabilités historiques pour renverser le capitalisme et instaurer une autre société.

PB (27 mai)

LE BLUFF DE LA "NOUVELLE ECONOMIE"

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

dans les années 80 et qui leur a permis alors de supprimer des milliers d'emplois.

A ce titre, Internet n'est qu'un instrument de l'intensification de la guerre commerciale où chaque capital est engagé dans une course de vitesse, non pas pour être le premier sur de nouveaux marchés, mais pour arracher ceux de ses concurrents. C'est en effet surtout en tant qu'instrument de commerce, et notamment de publicité et de marketing que les "nouvelles technologies" suscitent un tel engouement au sein de la bourgeoisie. Dans la guerre commerciale acharnée qui se mène entre les différents capitaux, celui qui sera le plus rapide dans la prise de contrôle des vitrines commerciales virtuelles du "Web" est celui qui aura le plus de chances d'éliminer ses concurrents.

Dans le capitalisme décadent, les progrès technologiques ne font qu'aggraver encore la surproduction et rendre les contradictions plus explosives. C'est ce qu'exprime, en fait, la bourgeoisie elle-même dans la bouche du PDG de Cisco (entreprise de construction d'équipements Internet) qui s'est vanté dans la presse d'avoir supprimé plus de 3000 emplois en précisant bien que les entreprises qui ne feront pas comme Cisco sont condamnées à disparaître.

Le mythe de la "nouvelle économie" n'est pas seulement nourri du besoin pour la bourgeoisie de se rassurer elle-même sur la bonne santé de son système. Il fait partie de tout un discours à l'adresse des prolétaires. Ce que la bourgeoisie veut notamment faire entendre aux ouvriers, c'est que le prix à payer pour la nouvelle économie, c'est la généralisation de la flexibilité du travail,

la précarisation grandissante des conditions d'emploi, les salaires toujours plus bas. En d'autres termes, pour que l'on puisse entrer dans la nouvelle ère de prospérité promise, il faut que la classe ouvrière accepte une aggravation profonde de ses conditions de vie et de travail. Il faut qu'elle renonce à se battre sur son terrain de classe, il faut qu'elle admette qu'il est inutile de chercher à résister à la logique de l'exploitation capitaliste, parce que tout cela serait un combat d'arrière-garde, appartenant au monde dépassé de la "vieille économie" ! Et, le tout s'accompagne de toute une propagande insidieuse et permanente, notamment relayée par les publicités pour Internet, sur la prétendue "fin des ouvriers". Avec un culot ahurissant, la bourgeoisie va jusqu'à aller chercher Marx ou Lenine pour leur faire jouer, sur des affiches et clips publicitaires, le rôle de chantres de la "révolution" d'Internet.

Une "révolution" dans laquelle ce ne serait plus le travail qui produirait la richesse, mais le casino de la bourse, d'une bourse "accessible à tous" dans un monde "sans travailleurs" !

Non, si quelque chose est aujourd'hui "dépassé", ce n'est certainement pas le travail, c'est au contraire justement le capital. Ce capitalisme en décadence, en décomposition complète, et dont la survie entraîne l'humanité vers de plus en plus de misère et de barbarie. L'avenir appartient au travail, lui seul est producteur de richesses et de biens matériels. L'avenir appartient à la classe qui travaille et dont la lutte, seule, peut déboucher sur le renversement définitif de la domination du capital.

PE (28 mai)

Lisez
les brochures
du CCI

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Vient
de paraître

La terreur stalinienne:
un crime du capitalisme,
pas du communisme

Courant
Communiste
International

Un seul espoir : la lutte révolutionnaire du prolétariat

"J'ai lu avec beaucoup d'attention votre journal *Révolution Internationale* (...) Je fais partie de ces gens qui votaient à gauche et qui aujourd'hui ne se reconnaissent plus dans aucun parti politique. L'esprit capitaliste est comme une pieuvre qui s'est abattue sur tous les prétendus représentants des plus pauvres. La France en est l'exemple le plus frappant. Tous les moyens sont bons pour que tout le monde se tienne tranquille et éviter que des événements tels que Mai 68 se reproduisent. On endort les consciences à coups de tranquillisants, de psychotropes. La Sécurité Sociale a pour rôle essentiel la protection de l'Etat et non pas la protection de l'individu. Les cliniques spécialisées dont les "soins" consistent à mettre les patients sous perfusions d'anxiolytiques, d'antidépresseurs et de neuroleptiques sont loin d'être sur le point de fermer leurs portes, vu leur rentabilité. Il y a malheureusement de plus en plus de demande car souvent quand ça commence, les gens ne savent pas dans quel engrenage médical ils vont tomber du fait de la dépendance aux psychotropes et pratiquement de l'impossible sevrage, ce qui conduit bon nombre de personnes au suicide. Mais personne n'en parle et encore moins les médias, surtout la télévision dont le rôle principal est de bercer d'illusions la population. "Voyez," semblent-ils dire aux téléspectateurs, "comme on s'occupe bien de tous ceux qui font les frais des dérives du système." Que deviendrons-nous sans les médecins qui nous endorment, sans la COTOREP qui invalide tout le monde et qui fait passer pour des handicapés tous ceux qui ne le sont pas en guise de réinser-

tion, des exclus payés à vie pour qu'ils se taisent et se tiennent tranquilles. Je n'ai qu'une envie c'est de HURLER "VIVE LA REVOLUTION !" à la mémoire de tous ceux que j'ai connus et qui sont morts après avoir été bien soignés: l'une s'est pendue, l'autre est mort pratiquement à la suite d'un des "effets secondaires de ces médicaments", une autre est décédée à cause d'un surdosage de Dépakine (traitement anti-crise d'épilepsie) associé à la prise d'autres psychotropes et enfin suicide provoqué par la prise de "médicaments" associés à l'alcool... Toutes ces personnes n'avaient plus de travail, donc plus de vie sociale, il ne leur restait plus que le "monde médical"... Quand je rencontre des jeunes (j'ai 38 ans) qui vivent des situations de crise et qui auraient besoin de s'éloigner pour se retrouver et pouvoir ainsi continuer leur vie, je suis scandalisée et désespérée pour eux de ne point pouvoir leur indiquer des centres qui ne soient pas médicalisés, psychiatrisés et où ils pourraient poursuivre leurs études tranquillement entourés de gens qui sauraient écouter. (...)

Voilà, malheureusement, ce sur quoi tous les partis politiques se sont mis d'accord ! Au lieu de faire en sorte qu'il n'y ait plus réellement d'exclusion. Quant à moi, après la mort de toutes ces personnes que je connaissais, j'ai abandonné cet univers médical morbide mais je n'ai toujours pas de travail. Pour conclure, j'espère qu'un jour la gauche redeviendra celle qui défend les opprimés au lieu de s'embourgeoiser et pouvoir ainsi me battre à ses côtés. Mais en attendant, nous ne sommes plus rien pour personne !

O. R.

Notre réponse

Le courrier que nous publions lance avant tout un cri de désespoir et exprime à l'évidence une révolte contre le capitalisme. Nous comprenons parfaitement l'état d'esprit de notre lectrice quand elle a envie de hurler "Vive la révolution !" après avoir "fait partie de ces gens qui votaient à gauche mais qui, aujourd'hui, ne se reconnaissent plus dans aucun parti politique". De plus, elle nous écrit pour nous parler de ceux "qui font les frais des dérives du système", "toutes ces personnes qui n'avaient plus de travail, donc plus de vie sociale, il ne leur restait plus que le 'monde médical'", nous dit-elle. Nous partageons son point de vue quant aux ravages physiques et psychiques engendrés par ce système d'exploitation qui est une formidable machine à lamener, à broyer individuellement ceux qui ressentent avec le plus de souffrance le poids de son oppression, de l'isolement, de l'exclusion sociale grandissante. Les conditions d'existence de plus en plus difficiles poussent vers l'isolement, la dépression, la détresse morale et psychique et surtout le désespoir les éléments les plus fragiles face à l'inhumanité de ce monde.

Cependant, le courrier de notre lectrice exprime aussi un autre point de vue avec lequel nous sommes en désaccord. Il met en avant l'idée que les personnes les plus fragilisées par cette exclusion

sociale et affectées par des troubles psychiques sont forcément des éléments subversifs pour l'ordre établi. Il laisse entendre que l'Etat bourgeois utilise les médicaments comme armes de répression pour empêcher ces êtres psychologiquement meurtris de se révolter contre ce système d'oppression, notamment à travers l'affirmation : "on endort les consciences à coups de tranquillisants, de psychotropes" et "tous les moyens sont bons pour que tout le monde se tienne tranquille et éviter que des événements tels que Mai 68 ne se reproduisent."

Ce faisant, notre lectrice, en arrive à la conclusion suivante : le capitalisme tue en poussant ces exclus au suicide non par défaut, mais par excès de soins ; le corps médical qui administre des tranquillisants et des psychotropes serait ainsi complice de l'Etat bourgeois et responsable de la mort de ses patients, victimes des "effets secondaires de ces médicaments".

Nous ne partageons pas ici ni l'analyse, ni la démarche de notre lectrice, lesquelles s'appuient sur une vision déformée, mystifiée de la réalité sociale.

S'il est évident que le capitalisme en crise est responsable du désespoir et des souffrances psychiques provoquées par le chômage et l'exclusion, comme l'affirme à juste raison notre lectrice, il est par contre faux d'affirmer que l'objectif

des soins spécialisés dans ce domaine réside dans la volonté de l'Etat bourgeois de stériliser le potentiel "subversif" de ces exclus en les empoisonnant avec des médicaments.

Tout d'abord, pour les marxistes les victimes de l'exclusion sociale ne peuvent représenter une force révolutionnaire en soi. Elles ne peuvent l'être que dans la mesure où elles sont capables de se reconnaître comme faisant partie d'une classe sociale exploitée, le prolétariat. Seule la classe ouvrière, dont tous les membres partagent les mêmes intérêts, qu'il s'agisse d'ouvriers au travail ou réduits au chômage, détient ce potentiel révolutionnaire. Ces exclus, dont parle notre lectrice, ne pourront trouver une perspective d'avenir qu'en prenant conscience que le seul combat possible contre le capitalisme ne peut se mener que sur le terrain social, celui des luttes collectives du prolétariat contre la misère et l'exploitation capitaliste. En aucune façon, la révolte individuelle prenant comme base un rapport de forces entre "soignants" et "patients" ne peut déboucher sur une quelconque remise en cause de l'ordre bourgeois. Nous ferons simplement remarquer à notre lectrice que pour paralyser le potentiel de lutte de la seule force révolutionnaire de la société, le prolétariat, la classe ouvrière ne cherche pas à endormir leurs consciences "individuelle", mais leur conscience collective de classe. Et pour cela, ce n'est pas l'arme chimique des médicaments qu'elle utilise, mais l'arme idéologique qui est, du point de vue de la lutte des classes, un poison autrement plus efficace pour "endormir les consciences" : ses médias (comme notre lectrice le reconnaît elle-même en évoquant le rôle de la télévision), ses politiciens, ses syndicats qui diffusent en permanence une idéologie mystificatrice pour chloroformer les consciences.

La vision de notre lectrice nous semble également fortement imprégnée de l'idéologie du courant "antipsychiatrique" véhiculée dans les années 70 par la petite-bourgeoisie post-soixante-huitarde" et qui, sous l'égide des partis de gauche, a servi à justifier les politiques d'austérité et de restrictions des dépenses de santé.

Ainsi, pour mémoire, il nous semble nécessaire de rappeler ici que c'est au nom de la "réinsertion sociale" et de la "lutte contre l'exclusion et l'enfermement" que, sous la pression des fractions de gauche dans l'opposition et notamment du PC, la bourgeoisie italienne a fermé certains services de psychiatrie publique (notamment dans le sud de l'Italie), sans aucune mesure de "réinsertion sociale" des malades. Ainsi, bon nombre de ces exclus (et notamment ceux qui n'avaient pas de famille pouvant les assister) se sont retrouvés du jour au lendemain propulsés dans la rue, réduits à l'état d'indigents, sans logement, sans travail, sans soins, sans aucune subvention de l'Etat, sans aucun moyen de subsistance.

Ces patients libérés de ce que le courant petit-bourgeois de "l'antipsychiatrie" appelait la "camisole chimique" n'ont pas rejoint le combat de la classe ouvrière. Les plus fragiles ont sombré dans le désespoir le plus total, d'autres se sont intégrés, pour pouvoir survivre, dans la pègre des bandes de diverses mafias locales, etc.

Cette expérience de fermeture des services de soins aux patients souffrant de troubles psychiques fut une véritable

catastrophe sociale encouragée par les partis de gauche, à l'époque dans l'opposition. Ce sont ces mêmes partis de gauche qui, aujourd'hui au gouvernement, continuent à mener une politique de restriction budgétaire dans le domaine de la santé publique, au nom de "l'amélioration de la qualité des soins", de la "réinsertion sociale" ou de la lutte contre "l'exclusion".

Notre lectrice renverse la problématique lorsqu'elle pense que le capitalisme tue parce que les services hospitaliers donnent trop de soins, trop de médicaments (même s'il est vrai que certains médicaments peuvent avoir des effets secondaires néfastes et doivent être utilisés avec prudence). Non, le capitalisme tue parce qu'avec l'aggravation de la crise et de la décomposition sociale, il n'a plus (et aura de moins en moins) la possibilité de soigner les maladies qu'il a lui-même engendrées (fermetures de lits et de services dans les hôpitaux, réduction du personnel soignant, suppression du remboursement des médicaments dits "de confort", etc.). Il en est ainsi non seulement des troubles psychiques, mais également d'autres pathologies mortelles comme les cancers provoqués par la pollution (par exemple, les leucémies et autres cancers de la thyroïde résultant de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl).

Il ne faut pas avoir peur de la réalité monstrueuse de ce système, il faut la combattre. Face au constat que ce monde est inacceptable, cette lettre exprime une indignation et une désillusion qui sont nécessaires. Mais nous voulons encourager notre lectrice à aller plus loin dans ce sens. Le seul moyen de ne pas s'exposer à retomber dans de nouvelles illusions et à sombrer dans un

désespoir totalement stérile, c'est de voir qu'il existe bel et bien une perspective, un espoir d'en sortir et de renverser le capitalisme. Cet espoir peut seulement s'affirmer et se développer dans le combat de la seule classe- encore une fois la classe ouvrière- qui ait un avenir, une classe porteuse d'un monde sans exploitation, non seulement porteuse d'un avenir pour les jeunes en difficulté mais pour toute l'humanité, qui n'a "à perdre que ses chaînes et un monde à gagner", selon l'expression du *Manifeste Communiste* de Marx.

Notre lectrice exprime l'espoir "qu'un jour, la gauche redeviendra celle qui défend les opprimés au lieu de s'embourgeoiser et pouvoir ainsi me battre à ses côtés". Si elle pense que les partis gouvernementaux de la "gauche plurielle" peuvent demain redevenir des défenseurs des exploités, elle n'aura pas dissipé ses illusions. Car le problème n'est pas que cette gauche-là "s'est embourgeoisée" mais qu'elle est passée depuis longtemps définitivement et de façon irréversible dans le camp ennemi et qu'elle est devenue (toute notre presse ne cesse de le proclamer) une partie -et pas la moindre- de la bourgeoisie. Quant à la nécessité et à la possibilité de "retrouver une vraie gauche", nous voulons rassurer ici notre lectrice, ces organisations existent et n'ont jamais cessé d'exister. Ce sont les organisations de la Gauche communiste dont nous nous revendiquons qui, même de façon très minoritaire et jusque dans les plus noires périodes qu'a traversées le mouvement ouvrier, ont toujours su défendre fermement et fidèlement des positions de classe au sein du prolétariat.

CC.

LES OUVRIERS SONT-ILS RACISTES ?

(SUITE DE LA PAGE 4)

qu'augmenter, malgré certains moments de stabilisation.

Par ailleurs, s'il est tragiquement vrai que les ouvriers immigrants abandonnent leurs foyers dans des conditions atroces (4), les ouvriers "installés" des grandes métropoles industrielles sont de plus en plus soumis à la rigueur de la "mobilité géographique", que ce soit dans le privé (notamment dans le bâtiment) ou chez les fonctionnaires ; et ceux qui ne trouvent pas de travail sur place sont "invités", au risque de perdre leurs maigres allocations de chômage, à se déplacer et ne pas refuser un petit boulot loin de chez eux, pour lequel le nouveau salaire sera englouti en frais de transports ou de logement.

Les conditions de vie de la classe ouvrière comme un tout présupposent la disparition des anciens liens de race, de région, de nationalité, de religion. Ces liens qui, dans les anciens modes de production, donnaient aux individus, dans leur vie misérable, la sensation d'être protégés, ont été érodés par les rapports capitalistes. La contradiction des Etats capitalistes modernes se trouve dans le fait qu'ils ont historiquement favorisé la rupture de ces liens et qu'aujourd'hui, plus que jamais, la bourgeoisie a tout intérêt à les maintenir artificiellement vivants, non seulement en tant que support idéologique de la concurrence acharnée entre nations, mais aussi en tant qu'arme de division contre la classe ouvrière.

C'est pour cela que l'unité du prolétariat dans tous ses secteurs est vitale pour lui, ouvriers "autochtones" et ouvriers immigrés. Ses intérêts de classe ne pourront s'affirmer, il ne pourra établir un rapport de forces contre le capital que si ces divisions sont abolies dans la lutte et pour la lutte.

Pour résister à l'augmentation de l'exploitation capitaliste le prolétariat devra détruire les barrières de secteur, de race ou de nationalité. Et ce sera en s'unissant en tant que classe qu'il pourra retrouver la force nécessaire pour en finir avec l'exploitation. Et ce sera en unissant derrière sa lutte toutes les couches opprimées qu'il pourra créer la société communiste.

D'après *Acción Proletaria* n° 151

(4) L'exemple de l'Espagne est à cet égard impressionnant. Le détroit de Gibraltar, aujourd'hui frontière sud de l'Union Européenne, est devenu le lit de mort, le cimetière, et ses plages le linéol des milliers des personnes venant de toute l'Afrique, qui depuis une dizaine d'années essayent d'atteindre les rivages de l'emploi aléatoire et de l'exploitation assurée. Pour arriver jusque là, ils ont été impitoyablement rançonnés par des mafias pour finir, dans les meilleurs des cas face aux gardes-côtes espagnols qui les renvoient en Afrique ou, s'il en réchappent, dans le danger permanent de l'illégalité. Mais, surtout, il ne se passe pas un jour sans qu'on ne retrouve le corps de nombre de ces malheureux, flottant entre deux eaux ou échoués sur une plage.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00,
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F/Etranger
18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Organisation communiste
et conscience de classe**
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période
de transition** (20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

**Luttes dans la fonction publique
de décembre 95**
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

**Fascisme et démocratie, deux
expressions de la dictature du
capital** (30 F + 8 F/18F)

**Comment le PCF est passé
au service du capital** (20 F + 8 F/18F)

**La terreur stalinienne :
un crime du capitalisme,
pas du communisme** (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

**L'Etat n'est pas
"au dessus des classes",
il est l'instrument de domination
de la bourgeoisie**

LYON : le samedi 24 juin à 15h.
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 24 juin de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie
du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 17 juin à 15 h.
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

TOULOUSE : le vendredi 23 juin à 20 h30.

Rendez-vous sur la place de l'église de
la Fourquette, route de Seysses,
Toulouse.

TOURS : le samedi 24 juin à 15 h.
9, place de la Tranchée (en haut de
l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E) -
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5
E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de notre
journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises
qui bénéficient de subventions de la classe
dominante et de son Etat pour assurer la défense
des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire
ne vit que grâce aux cotisations de ses
militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique
conscient de solidarité et de soutien à la
défense des idées révolutionnaires. Elle participe
pleinement de la défense des intérêts de la
classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui
faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans
le combat contre les mensonges et mystifications
de la bourgeoisie, contre ses moyens de
propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au
compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou
peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle
- 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^{te}-
Catherine.

BREST : Maison de
la Presse - 64, rue
Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD :
Le Papyvère - 3, rue
de l'Ente. Maison de
la Presse - place de
Jaude.

DIEPPE : Maison de
la Presse - 102,
Grande-Rue.

DUNKERQUE :
Maison de la Presse -
34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, pl. St André.
L'Encre sympathique - 6,
rue Saint-Laurent. Tabac-
Journaux, passage du
Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse
Centre C^{ial} La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des
Halles - 27, place des
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7°).
La Proue -15, rue
Childebert (2°).

MARSEILLE : Odeur
du Temps - 35, rue
Pavillon (1°).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd
Degut.

MELUN : La Porte
Ouverte -19, rue du
G^{al}-de-Gaulle.

MONTAUBAN :
Maison de la Presse -
rue de la République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-
Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du
Bon-Pasteur. Maison
de la Presse, Cours des
50 otages, 2 pl. de
l'Ecluse.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

PARIS : L'Herbe
Rouge - 1 bis, rue

d'Alesia (14°). La Brèche
- 8, rue de Romainville
(19°, M°Telegraphe). Le
Point du jour - 58, rue
Gay-Lussac (5°).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{le}-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du
Poids-de-l'huile. FNAC-
81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104,
rue Colbert.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 17 juin de 15 h à 17 h, Le Tonneau
de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.
Vente de la presse le samedi 17 juin de 11h à 12h à l'angle
des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 24 juin à 14 h 30 à la MNE, 23, rue
Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 18 juin de 11h à 12h au
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue
Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 24 juin de 18h à 21h au C.C.O., 39,
rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Anto-
nins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le samedi 24 juin de 18h30 à 21h (à la suite
de la réunion publique ou rendez-vous à partir de 18h15 à
la sortie du métro Chartreux).
Vente de la presse le samedi 24 juin de 11h30 à 12h30, allée
centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue
St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 17 juin à 18h et le samedi 1^{er} juillet
à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 3 et 17 juin de 18h à 20h, au 27,
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Aligre (place d'Aligre, Paris
12e, M°Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à
13h. De plus, le CCI sera présent à la fête de Lutte Ouvrière
les 10,11 et 12 juin.

ROUEN

Vente de la presse les dimanches 4 juin et 9 juillet de 11h
à 12h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Vente de la presse les dimanches 4 et 25 juin de 10h30 à
12h30, au marché aux Puces (place St-Sernin) et le dimanche
18 juin de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-
d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 24 juin à 18h et 1^{er} juillet à 17h,
9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300.

Paris : Permanence du 8 avril : Lio: 80. Permanence du
29 avril : A1:30, JPC: 10, CI: 30, Lio: 40, Jo: 100.
Réunion publique du 20 mai: G:20, A1:200, CI: 200,
F:20, Ke:40, Lio: 200, X: 50.

Lille : Permanence du 15 avril: Ke : 50.

Nantes : Permanence du 8 avril : Julie:200 ; H:300;
Aboul.: 300.

Tours : Réunion publique du 29 avril : Aboul.:100.
Béa:200; Gildas: 200; GP:157; CB:50.

Total : 2877.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

2e trimestre 2000

Revue Internationale

EDITORIAL
Vers où le capitalisme entraîne le monde

AN 2000
Le siècle le plus barbare de l'histoire

DOCUMENT (BIAN N°7, mai 1934)
L'antifascisme : formule de confusion

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDEAL,
IL EST A L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VII
**Comprendre la défaite de la révolution russe - 3.
1922-23 : les fractions communistes contre la
montée de la contre-révolution**

ARCHIVES DE LA FRACTION ITALIENNE DE LA GAUCHE
COMMUNISTE
**Correspondance Bordiga-Trotsky sur la
révolution allemande**

CORRESPONDANCE DE RUSSIE
**La révolution prolétarienne est à l'ordre du jour
depuis le début du 20ème siècle**

A PROPOS DE EXPECTATIVAS FALDAS- ESPANA 1934-39
**Les communistes de conseils face à la guerre
d'Espagne**

DISCUSSION DANS LE MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN
Le besoin de rigueur et de sérieux

101 3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée
par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les
commerces de presse.

Le syndicalisme, une arme de l'Etat bourgeois contre la classe ouvrière

Le prolétariat peut-il encore se servir des syndicats ou les reconquérir à son service ? Le syndicalisme, fût-il "radical" ou "de base", figure-t-il la forme d'organisation adaptée au contenu des luttes ?

XIXe siècle : les syndicats, instruments pour la lutte et l'unification du prolétariat

Au siècle dernier, les syndicats étaient vraiment des organisations qui regroupaient les ouvriers et qui leur permettaient d'organiser leurs luttes en vue d'obtenir des réformes (augmentations de salaire et diminution du temps de travail). Dans le contexte d'un mode de production en plein développement et ne connaissant que des crises cycliques de courte durée, ces luttes syndicales parvenaient effectivement à arracher à la bourgeoisie des avantages substantiels et durables. Le fait même d'avoir obtenu le droit (reconnu en 1824 en Angleterre) ou la simple possibilité de former des syndicats pour lutter représentait une victoire, et non des moindres, arrachée à la bourgeoisie de haute lutte. Les syndicats traduisaient l'effort souvent héroïque des ouvriers pour s'unir en vue de lutter et donc de se constituer en classe qui défend ses intérêts face à la bourgeoisie. Les ouvriers s'organisaient par corporations, se soutenant dans leurs luttes d'une corporation à l'autre, et même d'un pays à l'autre, par le biais, par exemple, des caisses de secours. Il s'agissait alors de faire plier tel patron ou telle branche d'industrie et de les contraindre à accorder de meilleures conditions de vie et de travail. Cela était alors possible. Marx et Engels soulignent l'importance des syndicats et l'unification de la classe ouvrière que leurs luttes permettaient : "Les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale parce qu'ils sont la première tentative faite par leurs ouvriers pour supprimer la concurrence. Ils impliquent en effet la conscience que la domination de la bourgeoisie repose nécessairement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et sur l'opposition entre groupes individualisés d'ouvriers." (Marx-Engels, "Le syndicalisme", Ed. Maspéro.)

Mais cette forme d'organisation comportait des limites : "Il est évident, écrivent encore Marx et Engels dans le même texte, que tous ces efforts ne

peuvent modifier la loi économique qui règle les salaires en fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail". Ainsi, Marx et Engels mettent déjà en garde face à cette tendance des syndicats à se borner "à régulariser le salaire moyen et à fournir aux ouvriers, dans leur lutte contre le capital, quelques moyens de résistance" et qui les amène à oublier le but final du mouvement : la lutte pour l'abolition du système salarial tout entier.

Cette période ascendante du capitalisme permettait aussi à la classe ouvrière d'envoyer des représentants au Parlement. En effet, la bourgeoisie de cette époque était encore divisée en fractions les unes plus progressistes et les autres réactionnaires. La classe dirigeante d'alors, par exemple, luttait encore contre les représentants des classes hégémoniques de l'Ancien Régime, dont le pouvoir économique demeurait encore puissant et contre les fractions les plus rétrogrades de sa propre classe. Si, à cette époque, il était possible d'avoir ces deux formes de lutte, la lutte au Parlement et la lutte pour des réformes économiques ne pouvaient être comprises que comme faisant partie du même mouvement : celui de la lutte d'une classe contre une autre.

En 1905, les grèves de masse qui explosent en Russie viennent illustrer et confirmer cette tendance du syndicat à vouloir enfermer la lutte ouvrière dans les limites de la lutte pour des réformes. Ainsi, à l'heure où l'évolution du capitalisme oriente la classe ouvrière vers la lutte révolutionnaire, le syndicalisme devient un frein à cette lutte. "La grève de masse, telle que nous la montre la révolution russe de 1905 est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution (...) Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre (...). La loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement; elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution." (Rosa Luxemburg, "Grève de masse, parti et syndicats".)

Les syndicats ne voient pas ce mouvement irréversible qui accompagne le déclin du capitalisme. Ils se figent sur la lutte pour les réformes, sur les grèves préparées et organisées méthodiquement en vue d'arracher des réformes. En 1906, le congrès syndical de Cologne interdit même la discussion sur la grève de masse dans un moment où la classe ouvrière essaie d'en tirer les leçons.

XXe siècle : les syndicats, instruments de la division et du sabotage des luttes

Les syndicats ont donc été une arme véritable pour les luttes de la classe ouvrière. Mais les limites qu'ils portaient en eux font que, avec le changement de période, ils vont devenir de simples freins d'abord (1905), puis de véritables entraves au point d'être récupérés tout simplement par l'Etat bourgeois, quand l'ère des réformes s'achève et que se pose la nécessité de la lutte révolutionnaire. Les syndicats, dans leur très grande majorité, vont d'ailleurs clairement se placer dans le camp capitaliste en 1914, en soutenant dans tous les pays les efforts de guerre de leur bourgeoisie nationale et en appelant les ouvriers à participer au premier holocauste mondial. Ils confirmeront leur nature bourgeoise dès 1919 en s'affirmant les ennemis résolus, aux côtés de l'Etat, de la lutte révolutionnaire des ouvriers d'Allemagne. "Rappelez-vous, camarade, quelle situation régnait en Allemagne avant et pendant la guerre. Les syndicats, uniques moyens d'action mais bien trop faibles, machines improductives entières au mains des chefs qui les faisaient fonctionner au profit du capitalisme. Puis, ce fut la révolution. Les chefs et la masse des syndiqués transformèrent ces organisations contre celle-ci. La révolution est assassinée avec leur concours, avec leur appui, par leurs chefs, et même par une partie des syndiqués de base. Les communistes voient leurs propres frères fusillés avec la bénédiction des syndicats. Les grèves en faveur de la révolution sont brisées." (Görter, "Réponse à Lénine".)

Dès lors, le syndicalisme sert à encadrer la classe ouvrière, à saboter sa lutte, à l'enfermer dans le cadre désormais trop étroit du capitalisme et de sa légalité. Un syndicalisme au service des intérêts ouvriers n'est plus possible. Ce ne sont pas seulement les syndicats qui

sont pourris mais la forme syndicale elle-même qui n'est plus adaptée.

Dans la période de décadence du capitalisme, il n'y a plus de programme minimum à défendre, plus de possibilité d'obtenir des réformes durables, pour la classe ouvrière. Le prolétariat doit désormais lutter pour le programme maximum, pour l'abolition de l'esclavage salarié, en détruisant le capitalisme. Une lutte de cette envergure ne peut se dérouler dans le cadre des organisations syndicales qui avaient surgi au siècle dernier pour l'obtention de réformes. Croire qu'on peut aujourd'hui encore utiliser les syndicats pour développer la lutte, c'est se bercer d'illusions sur la possibilité d'arracher au capitalisme décadent des réformes durables comme au XIXe siècle. Ainsi, en 1936, six mois après les accords de Matignon, les augmentations de salaires étaient déjà annulées par l'inflation.

De plus, le syndicalisme enferme aussi la classe ouvrière dans une situation de faiblesse, de manque de confiance en elle, puisqu'il demande aux ouvriers de confier l'organisation de leur lutte à des "spécialistes" qui pensent et négocient à leur place.

La forme syndicale correspond encore à l'illusion qu'une minorité combative organisée peut préparer, éventuellement déclencher et organiser, les luttes. Or, dans la période de décadence du capitalisme, les luttes ne se décrètent pas et l'organisation jaillit du sein-même de la lutte. Les seuls grands combats depuis la fin des années 60 ont été des grèves qui sont parties spontanément et se sont données comme base d'organisation non pas la forme syndicale, mais celle des assemblées générales, où tous les ouvriers débattent ensemble, avec des comités élus et révocables pour centraliser la lutte.

Depuis 1968, ce sont toutes ces illusions sur le syndicalisme qui ont permis à la bourgeoisie de saboter et de conduire toutes les luttes ouvrières à la défaite.

Mais, à travers les hauts et les bas des mouvements revendicatifs, dans tous les pays a mûri progressivement la conscience que les syndicats sont l'instrument de division et de sabotage des luttes par l'Etat bourgeois. La grande grève de mai 1968 en France est déclenchée malgré les syndicats ; en Italie, au cours des grèves de "l'automne chaud" de 1969, les travailleurs chassent les représentants syndicaux des assemblées

générales de grévistes ; en 1973, les dockers d'Anvers en grève s'attaquent au local des syndicats ; dans les années 70, en Grande-Bretagne, les ouvriers malmènent souvent les syndicats, qui se font conspuer dans les luttes ; c'est ce même rejet des syndicats qui s'exprime également en France en 1979 dans la lutte des sidérurgistes de Longwy-Denain ; en août 1980, en Pologne, les ouvriers prennent eux-mêmes la direction de leur combat et organisent la grève de masse sur la base des assemblées générales souveraines et des comités élus et révocables (les MKS) : micros et haut-parleurs sont de rigueur pendant les négociations pour permettre à tous les ouvriers d'y participer, d'intervenir et de contrôler leurs délégués.

La bourgeoisie s'inquiète de ce phénomène montant de méfiance et de rejet de ses forces d'encadrement en milieu ouvrier, surtout dans une période où elle sait parfaitement que la crise de son système va obliger les ouvriers à se lancer dans des combats de plus en plus larges, massifs et généralisés, à la mesure des attaques dont ils sont l'objet. Il n'est donc pas étonnant de voir la bourgeoisie déployer beaucoup de zèle pour remédier à ce discrédit croissant des syndicats en s'efforçant de les renforcer (...). Pour ce faire, la classe dominante travaille à radicaliser ses syndicats, à les orienter vers un travail "de base", "à l'écoute" des ouvriers, afin qu'ils ne se laissent pas déborder par des mouvements de combativité incontrôlés.

Pour enfermer les ouvriers dans l'idéologie du syndicalisme, elle ne se contente pas seulement de redorer le blason des grandes centrales. Elle entretient aussi la fausse opposition base syndicale-dirigeants, de même qu'elle a montré sa capacité à créer de toutes pièces des structures de type syndical, présentes soi-disant comme une "alternative" aux syndicats officiels : les "coordinations" (comme celles de la SNCF en 1986 ou des travailleurs de la santé en 1988).

C'est sur cette longue expérience de sabotage de ses luttes par les syndicats que la classe ouvrière doit s'appuyer aujourd'hui pour briser le carcan qui lui impose la bourgeoisie, pour prendre elle-même ses combats en main, les élargir, et s'affronter à l'Etat bourgeois.

AB (d'après RI n°215)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.